

RENCONTRE ANNUELLE DES ELU-E-S REGIONAUX LILLE 1^{er} ET 2 AVRIL 2008

Participation à l'atelier sur l'économie

Cet atelier fait suite aux travaux d'un groupe d'élus régionaux, depuis environ deux ans. Ce groupe de travail s'était constitué pour deux raisons :

- constat de nos faiblesses vertes concernant l'économie
- forte compétence des régions sur l'économique (elles ont un rôle de coordination des politiques économiques).

Aussi, quelles sont les propositions vertes spécifiques pour les Schémas Régionaux de Développement Economique (SRDE), les pôles de compétitivité, les éco-conditionnalités des aides économiques régionales ?

Certains élus régionaux verts ont pu faire avancer des projets économiques "verts" innovants, en dehors du champ habituel de l'Economie Sociale et Solidaire occupé par des élus verts :

- dans les SRDE, mise en place d'une filière d'entreprises vertes : les professionnels du bâtiment écologique (fabrication et mise en œuvre des énergies renouvelables, des matériaux de construction et d'isolation écologiques), la chimie verte (produits d'entretien, peintures ...), les nouvelles motorisations (efficacité énergétique des moteurs...), etc...
- créations de zones d'activités écologiques (exemple Sénart)
- des pôles de compétitivité sur des activités environnementales
- une charte des éco-conditionnalités des aides économiques régionales
- une politique volontariste en faveur de l'agriculture biologique (Pays-de-la-Loire)

L'atelier sur l'économie a fait l'objet d'un exposé, très brillant et très conceptuel, d'une chargée mission de la région d'île de France. Pour ma part, j'en ai retenu trois idées :

1. Le constat que notre « référentiel », de ce que nous appelons un peu trop vite l'économie verte, est loin d'être clair et globalement construit. L'analyse écologique est là, on sait ce qu'il ne faut pas faire, mais quel est « le modèle économique vert » ? Le modèle économique détermine le politique et non pas l'inverse.
2. Comment sont élaborées les politiques publiques ? Une politique publique répond à un problème, clairement identifié et partagé par tous : les banlieues, la pollution de l'eau, le pouvoir d'achat, les retraites...

C'est donc une approche segmentée (politiques sectorielles) et événementielle. Les solutions aux problèmes, donc les choix politiques, seront expliquées et martelées pour aboutir à une évidence, le fameux « tout monde sait que... » ou « tout monde partage ». Martelées par ceux qui « pèsent » et qui ont des pouvoirs à exercer : les leaders politiques, les hauts fonctionnaires des grands corps de l'Etat, les dirigeants des entreprises issus de ces mêmes écoles, les journalistes des grands média... Un consensus se construit entre eux.

« Ces solutions aux problèmes » soient disant inspirées par la rationalité et par la real économie mondialisée, sont dépolitisées. Dépolitiser les politiques publiques fait partie de la stratégie, pour mieux faire passer les réformes. La façon dont sont élaborées les politiques publiques est une des causes du malaise des élus verts.

Les politiques publiques menées par les leaders politiques, de droite comme de gauche, sont engluées par cette approche de « gestion des problèmes » avec une politique d'accompagnement où la prospective n'existe pas ou peu. D'où le grand malaise pour les Verts.

Les Verts ont une approche de politique de projets et d'anticipation. Ils veulent s'attaquer aux causes, et non pas accompagner les conséquences. Les élus verts des collectivités territoriales se retrouvent à voter des aides économiques, dénuées de tout sens écologique (l'exemple cité : l'implantation de Toyota à Valenciennes). Ils savent que les quelques mesures ou projets : aides aux activités économiques touchant l'environnement, les éco-parcs d'activités etc... ; mis en place par les collectivités territoriales ne déboucheront pas sur la révolution écologique attendue parce que nous retompons dans une approche sectorielle et ponctuelle.

3. Proposition d'un schéma graphique synthétisant les grands critères incontournables sur les éco conditionnalités. Ce schéma intègre les marges de progrès avec les acteurs économiques.